



Du concret, svp !

IL Y A MAINTENANT deux ans jour pour jour que la FMOQ rendait public son *Énoncé de principes pour une politique nationale sur la médecine familiale*. Ce document, salué par tous pour la qualité de son contenu, comportait quinze recommandations concrètes touchant à la fois la formation des futurs médecins, l'organisation des soins et la rémunération. Pour la Fédération, la rédaction d'un tel document illustre la volonté des médecins omnipraticiens de valoriser la médecine familiale par des actions concrètes qui devaient être mises en œuvre rapidement. Malheureusement, deux ans plus tard, force est de constater que faute de réelle volonté gouvernementale à ce jour, beaucoup de nos recommandations, malgré leur pertinence, sont restées lettre morte.

Même si l'accès à un médecin de famille demeure plus difficile au Québec que partout ailleurs au Canada, que les conditions de pratique des médecins omnipraticiens continuent de se détériorer et que les étudiants en médecine boudent toujours, en trop grand nombre, la médecine familiale comme choix de carrière, rien n'a encore été fait. Le gouvernement s'entête, depuis deux ans, à croire que la situation s'améliorera tout d'un coup comme par magie. Pourtant, comme plus de 40 % des activités de suivi et de prise en charge sont présentement effectuées par des médecins de 55 ans et plus, la situation, en l'absence d'actions concrètes des instances gouvernementales, ne peut que s'aggraver encore plus dans les années à venir. Vous conviendrez avec moi que, dans un tel contexte, on est bien loin de la pensée magique de nos élus !

De notre côté, nous ne croyons pas à la magie. Peut-être est-ce par déformation professionnelle, mais nous préférons croire à l'action et aux gestes concrets. C'est pourquoi nous continuerons plus que jamais, au cours des prochaines semaines, à presser le gouvernement de poser enfin les gestes indispensables à la valorisation de la médecine familiale. Que ce soit par une pré-

sence accrue dans les médias traditionnels ou sociaux ou par une insistance soutenue auprès des décideurs gouvernementaux, il est de notre devoir, autant pour l'avenir de notre profession que pour la défense des intérêts de nos patients, de faire tout notre possible pour que les médecins omnipraticiens obtiennent enfin des conditions de pratique acceptables pour être en mesure d'offrir encore plus de soins à un plus grand nombre de Québécois.

L'équipe gouvernementale en place doit se rendre à l'évidence. L'heure de la coercition, des belles paroles et des promesses est révolue pour les médecins omnipraticiens et aussi pour les centaines de milliers de Québécois qui n'ont actuellement pas accès, au bon moment et au bon endroit, à leurs précieux soins. Alors que s'amorcent enfin les négociations sérieuses pour le renouvellement de notre Entente générale déjà échue depuis le 31 mars dernier, nous sommes prêts à donner une nouvelle chance au gouvernement.

Notre patience a toutefois des limites. Voilà maintenant deux ans que le Québec fait collectivement du surplace en ce qui a trait au pénible accès aux soins de première ligne. Cette situation a assez duré. Il est temps de reconnaître à sa juste valeur le travail des médecins omnipraticiens et de leur donner les outils dont ils ont besoin pour offrir les services nécessaires à leurs concitoyens. Les élus gouvernementaux ont une obligation de résultat dans ce dossier. Ils répètent partout, depuis des mois, que l'accès à un médecin de famille pour tous les Québécois est leur **priorité** dans le secteur de la santé. Pour nos élus, il est maintenant temps de passer de la parole aux actes. Comment ? En mettant de l'avant et en proposant enfin **du concret**.

Le président,

D^r Louis Godin

Le 18 octobre 2010